

DOIT PAS MOURIR

PARIS, 14 DÉCEMBRE
AVENUE KLÉBER

Pour les "expropriateurs"

El Fronton, le 1er octobre 1966.

Frère Daniel,

Je ne peux pas ne pas adresser ces lignes à mon maître, mon camarade, mon ami, à un des moments les plus durs de sa vie.

Je vous admire, vous tous, les expropriateurs, Daniel, et j'ai déjà dit antérieurement que, pour entreprendre une action comme la vôtre, il faut être plus courageux que pour le combat armé, parce que, alors que chacun voit que mes compagnons et moi, nous avons été animés par des motifs sociaux, vous êtes victimes de l'incompréhension du peuple.

Je veux me référer principalement aux « étrangers » qui se sont opposés à la honte et à la mort pour combattre en faveur du Pérou opprimé.

Et on vient me dire, à moi, que vous êtes des aventuriers, camarades ! A moi qui ai appris ce qu'est l'abnégation, ce qu'est la constance, ce qu'est l'énergie révolutionnaire chez Daniel Alberto Pereyra, vaillant, dévoué et honnête dirigeant des métallurgistes comme il y en a peu. A moi qui ai appris grâce à toi comment les grands hommes de la révolution sont, en vérité, grands et modestes tout à la fois. Presque personne ne sait, mon frère, que nombre de succès dans la conduite de la lutte du paysannat sont dus à tes conseils, et c'est pour moi une obligation morale de lutter pour que cela se sache, d'autant plus qu'en ce moment on me reconnaît comme un révolutionnaire, alors qu'on te qualifie d'« aventurier vulgaire ». Toi ! Un de mes modèles, un des mes maîtres ! Sans un exemple comme celui que tu m'as donné, Daniel, jamais je ne serais arrivé à me consacrer totalement à la lutte du peuple.

En Kreuz je reconnais un courageux dirigeant syndical du secteur de l'industrie frigorifique. Je me rappelle que tous les révolutionnaires de ce syndicat le considéraient avec grand respect. Nous savions que nous devions apprendre, grâce à lui, comment être des dirigeants des masses qui ne capitulent pas et qui ne tombent pas dans les erreurs inculquées par l'ennemi de classe. Je me rappelle que chaque fois qu'un révolutionnaire de notre syndicat se distinguait par son courage et son intégrité face au capitulonnisme facile, nous disions de lui : « C'est un Kreuz ! », et chaque fois que je rencontre un dirigeant qui montre ces qualités, je continue à dire : « C'est un Kreuz ! ». Et aujourd'hui, plus que jamais !

Si j'arrive à posséder la moitié des qualités révolutionnaires que vous avez, j'aurai avancé de beaucoup. Votre tempérament révolutionnaire, votre abnégation, votre vaillance sont aujourd'hui plus que par le passé des exemples que je m'efforcerai d'imiter.

J'ai aussi eu l'honneur de connaître le révolutionnaire Martorell. Je l'ai connu quand il était le dirigeant des étudiants de la Faculté de Médecine de Buenos Aires, à l'époque où il orientait, grâce à sa vigoureuse combativité, les étudiants argentins leur jonction avec la classe ouvrière, en un moment où il fallait avoir un courage extraordinaire pour avancer cette perspective en plein cœur du mouvement étudiant anti-ouvrier.

Je suis d'avis que c'étaient des hommes exceptionnels, comme vous, qui ont répété de façon plus courageuse, le geste des grenadiers de San Martín, traversant les Andes pour lutter en faveur de la libération du pays frère, le Pérou, votre seconde patrie qui un jour vous reconnaîtra au premier rang de ses fils les plus courageux.

Camarade Daniel: chaque calomnie, chaque suspicion contre votre intégrité révolutionnaire ne fait que vous grandir. Cette intégrité est pour moi, comme pour beaucoup d'autres révolutionnaires, un modèle à imiter, et nous nous efforcerons de l'égaliser.

Daniel, aujourd'hui plus que jamais je m'efforcerai d'être un bon disciple.

Salut à tous les révolutionnaires expropriateurs, y compris ceux qui me font l'insulte de douter de ton intégrité.

La Terre ou la Mort ! Nous vaincrons.

Hugo Blanco.

P.S. — J'espère que tu m'aideras à faire en sorte que cette lettre soit rendue publique, maintenant. Et si elle me fait perdre la sympathie de beaucoup, peu importe ! La révolution se prépare sur la base de la vérité et de la justice.

Le mercredi 14 décembre, à 18 h 30, à Paris, plus de quatre cents personnes se rassemblaient devant l'ambassade du Pérou, 50, avenue Kléber, et bloquaient la circulation pendant vingt minutes, aux cris de « Libérez Hugo Blanco ! ». Les manifestants distribuaient aux passants et aux automobilistes, un tract expliquant l'objet de la manifestation et les invitant à se joindre à leur protestation en envoyant le tract à l'ambassade. Ce tract se terminait ainsi :

« Hugo Blanco a organisé des syndicats de paysans sans terre. Il a dirigé des occupations de terres. Il a, ce faisant, combattu l'armée et la police des propriétaires fonciers. Après son arrestation, il a été torturé. Il y a quelques semaines, il fut condamné à vingt-cinq ans de prison. Il est sur le coup de voir cette peine transformée en condamnation à mort.

« Nous sommes ici, devant l'ambassade du Pérou, pour tenter de faire entendre au gouvernement péruvien qu'il ne doit pas assassiner Hugo Blanco. La gêne que vous subissez ce soir ne sera pas passive si, demain, vous expédiez ce tract à l'ambassade du Pérou, 50, avenue Kléber, Paris 16^e. »

Ces manifestants étaient des militants, communistes révolutionnaires, trotskystes et anarchistes appartenant à la Jeunesse communiste révolutionnaire, à Voix Ouvrière, à notre organisation, au Mouvement des Jeunes anarchistes ainsi qu'aux groupes Pouvoir Ouvrier et, Sous le drapeau du socialisme. Afin d'atteindre son objectif, la manifestation n'avait pas été convoquée publiquement, mais seulement précédée d'un large collage à Paris, en banlieue et en province d'une affiche intitulée Hugo Blanco ne doit pas mourir. Le succès de cette action militante prouve quelles seraient les immenses possibilités des grandes organisations si... elles voulaient faire plus que des opérations « alibi ».

A l'issue de la manifestation, notre camarade Pierre Frank prit la parole et fit adopter une résolution protestant contre la menace qui pèse sur la vie de Hugo Blanco et prenant l'engagement de poursuivre l'action jusqu'à l'amnistie. La lettre suivante a été remise à l'ambassadeur du Pérou, après avoir été approuvée à l'unanimité des présents :

« Les centaines de personnes réunies ici ce soir devant votre ambassade n'éprouvent aucune hostilité à l'égard du Pérou et de son peuple. Elles n'ont aucune intention agressive, ni contre



Pedro Candela, compagnon de Hugo Blanco, a été condamné à 22 ans de travaux forcés, au terme du procès de Tacna. En appel, il est aussi demandé contre lui une peine plus lourde.

(dessin d'audience à Tacna)

vos locaux, ni contre votre personnel.

« Elles sont venues afin que vous puissiez dire à votre gouvernement quelle émotion et quelle indignation soulèverait la condamnation de Hugo Blanco à la peine capitale.

« Nous savons combien certains gouvernements se soucient peu des sentiments des peuples, surtout lorsqu'ils s'expriment à des milliers de kilomètres de leurs pays, mais nous savons aussi qu'aucun pays ne peut vivre de nos jours en encourageant la réprobation de tous les peuples.

« Et le sort de Hugo Blanco et des autres emprisonnés politiques : Hector Bejar, Ricardo Gaddea, Pedro Candela et leurs camarades, ne préoccupe pas seulement quelques centaines de Parisiens ; partout en France, des protestations se sont élevées, dont la presse s'est faite écho. Et nous savons qu'un peu partout dans le monde il en est de même.

« C'est pourquoi, Monsieur l'Ambassadeur, nous sommes convaincus que vous voudrez bien transmettre cette protestation à votre Gouvernement. »

Par ailleurs, nous avons appris que, dans la nuit du vendredi 2 décembre, une autre manifestation surprise avait eu lieu avenue Kléber. Après le passage des manifestants, les vitres de l'ambassade étaient brisées et l'on lisait sur la façade, en grosses lettres bleues : « Libérez Hugo Blanco ! »

La lettre de Hugo Blanco que nous publions ci-contre a été écrite après le procès de Tacna et avant que fût connue l'appel devant le Conseil suprême de Justice militaire.

Par cette lettre, Hugo Blanco non seulement impulse la campagne de défense des autres prisonniers politiques péruviens, mais il prend la défense de ceux d'entre eux qui font l'objet des attaques les plus violentes de la part de la bourgeoisie péruvienne et des alliés « de gauche » de celle-ci. La lettre de Hugo Blanco est adressée à Daniel Pereyra Perez, un révolutionnaire argentin, arrêté en 1962 pour avoir participé à l'attaque d'une banque, le « Crédit de Miraflores ». Le procès des révolutionnaires accusés d'avoir participé à cette expropriation a commencé le 22 septembre devant le cinquième tribunal correctionnel de Lima. Les expropriateurs sont en effet présentés comme des délinquants de droit commun, et la presse bourgeoise péruvienne s'est évertuée à exciter le chauvinisme contre ces militants, en les présentant comme des gangsters internationaux.

La lettre ouverte de Hugo Blanco à Daniel Pereyra est un document d'une très grande valeur. Hugo Blanco a jeté, par cette intervention, tout le poids de son prestige immense, en faveur de ces camarades. Comme il le disait déjà à Tacna, pendant son propre procès, le 7 septembre : « Il est facile d'être révolutionnaire quand tout le monde le comprend ainsi. Il est difficile de l'être quand on prend les révolutionnaires pour des délinquants. Il faut plus de courage que pour affronter la mort ».

Dans la lettre ouverte, Hugo Blanco compare les militants qui sont qualifiés de gangsters internationaux au général Juan José San Martín, le libérateur du Pérou et du Chili, qui était aussi d'origine argentine. Quand les généraux de l'armée paysanne et ouvrière auront mis l'oligarchie en déroute, Pereyra, Kreuz et Martorell seront considérés comme les fils héroïques de la nation péruvienne. La lutte des opprimés ne connaît pas de frontières.

Un service de presse ouvrier

PERSPECTIVE MONDIALE

bimensuel

Abonnez-vous

25 numéros : 20 F

à Pierre FRANK

21, rue d'Aboukir, Paris-2^e

(18 numéros parus)

EN ARGENTINE : Dockers

contre policiers et bureaucrates syndicaux

Pendant 70 jours, les dockers de Buenos Aires ont fait grève. Au moment où ils allaient décider de la reprise du travail, la police vint arrêter, sur le lieu de la réunion, leur dirigeant Eustaquio Tolosa. La riposte ne se fit pas attendre : immédiatement, les dockers sortirent dans la rue et s'attaquèrent aux policiers qui étaient là, en nombre et armés. Mais les dockers furent dispersés à l'aide de gaz lacrymogène.

Cette provocation policière fut suivie d'une décision prise par le Conseil coordinateur intersyndical : celle de poursuivre la grève. Et ce Conseil demandait au secrétariat de la C.G.T. de convoquer immédiatement le Comité confédéral. Mais les sommets de la centrale n'ont pas donné de suite à cette demande. C'est ce qui a motivé la réaction brutale des ouvriers portuaires. Près de deux cents d'entre eux occupèrent le siège de la C.G.T. et publièrent un communiqué dans lequel ils affirmaient vouloir « expulser les bureaucrates qui dirigent actuellement la centrale ouvrière ».

Devant cette situation, les dirigeants de la C.G.T. ne trouvèrent rien de mieux que de menacer les ouvriers d'en appeler à

la justice bourgeoise. Mais il y a pire : ils acceptèrent que la police intervienne contre les « provocateurs ». Le bâtiment de la C.G.T. était cerné de policiers armés de pistolets-mitrailleurs et de fusils lance-grenades. Ce ne furent pas les bureaucrates qui s'adressèrent aux dockers, mais le ministère de l'Intérieur. Ainsi, les assiégés étaient dans l'impossibilité de se ravitailler et n'avaient d'autre choix que de se faire massacrer ou de capituler.

Evidemment, aucun communiqué de la direction C.G.T. n'est venu condamner l'intervention armée de la police. Cette scandaleuse affaire doit servir de leçon. Les bureaucrates, leur pouvoir étant menacé, sont capables pour défendre, disent-ils, une centrale ouvrière, de faire appel à la réaction... contre des ouvriers. Voilà qui donne sa véritable dimension à la lutte pour un retour à la démocratie prolétarienne.

SERVICE LIBRAIRIE

Léon TROTSKY : LES ECRITS (3 vol.) 31 F

LEUR MORALE ET LA NOTRE 3 F

KURON et MODZELEWSKI : LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER POLONAIS 5 F

Francisco JULIAO : LES LIGUES PAYSANNES DU NORD-BRESIL 2 F